Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les relations franco-roumaines et sur la situation en Syrie et en Turquie, à Paris le 11 juin 2013.

2013-06-11

Mesdames et Messieurs, je suis ravi de vous voir ce matin pour un bref point de presse. J'ai accueilli avec beaucoup de plaisir mon collègue et ami, le ministre des affaires étrangères roumain. Nous nous voyons souvent dans les Conseils affaires étrangères mais c'était une excellente chose qu'il puisse prendre sur son temps pour venir ici à Paris.

Nous avons fait un tour d'horizon à la fois de nos relations bilatérales, de la situation européenne et de la situation internationale.

Les relations bilatérales sont excellentes. Nous avons un grand partenariat et le Premier ministre français se rendra bientôt en Roumanie, au mois de juillet. L'inauguration du lycée français est prévue, ainsi qu'une série de perspectives économiques parce que les choses se développent bien.

Lors de la visite du Premier ministre roumain en février dernier, nous avions eu le plaisir de renouveler notre partenariat stratégique qui promeut la coopération entre nos deux pays en matière économique, sur le plan culturel et scientifique. Il y a de bonnes relations entre nos sociétés civiles et donc il y a un acquis important de liens avec la Roumanie, pays à la fois francophile, francophone et avec lequel nous travaillons étroitement.

Nous avons en plus, sur le plan personnel avec mon collègue et ami, d'excellentes relations.

Je me réjouis donc de cette visite, je pense que la visite du Premier ministre français sera aussi une l'occasion de développer encore nos relations.

Nous avons également fait un tour d'horizon des questions européennes, les questions de voisinage, les questions sur un certain nombre de sujets qui vont être traités dans les semaines et mois qui viennent.

Et puis, bien sûr, nous avons abordé les sujets sur lesquels nous travaillons ensemble, qu'il s'agisse de la Syrie, qu'il s'agisse du Mali et d'autres domaines dans lesquels nous sommes extrêmement proches.

Voilà, Titus, ce que je voulais dire en te remerciant beaucoup d'avoir fait ce voyage jusqu'ici.

Q - Vous dites que vous avez parlé de sujets internationaux, de la Syrie notamment. Récemment, vos deux pays ont pris position concernant la livraison d'armes et l'embargo sur les armes pour l'opposition syrienne. La France a dit oui, la Roumanie a dit non. Entre temps, la France a eu la preuve qu'en Syrie le régime de Damas utilise des armes chimiques. La position roumaine a-t-elle changé ? Avez-vous réussi à vous mettre d'accord afin de mieux travailler ensemble et pour ne pas mettre trop à mal cette unité européenne ?

R - Nous nous sommes mis d'accord avec les autres Européens sur une position qui est la même et qui engage l'ensemble de l'Europe. Cette position consiste à maintenir les sanctions vis-à-vis du régime syrien, mais, à partir du 1er août, à rendre possible la levée, pour les pays qui le souhaitent, de l'embargo sur les armes. Ce n'est pas une obligation, l'Europe ne dit pas qu'il faut livrer des armes. L'Europe a décidé, dans un esprit de compromis et de synthèse, qu'il y aurait, à partir du 1er août, la faculté pour les pays qui le souhaitent de livrer, sous certaines conditions bien sûr, des armes. C'est ce que nous avons décidé il y a une dizaine de jours, ceci nous a convenu à l'un et à l'autre. Nous respecterons, les uns et les autres, la règle européenne, ce qui ne signifie pas que nous aurons le même comportement mais nous nous inscrirons dans le cadre européen.

Q - Avez-vous une réaction aux derniers développements en Turquie ? M. Recep Tayyip Erdogan devait recevoir les protestataires demain et puis, en fait, il a fait intervenir la police cette nuit place Taksim ? Comment analysez-vous ce qui se passe en Turquie depuis quelques heures ?

R - Je dois avoir au téléphone, à sa demande, notre collègue Ahmet Davutoglu dans la journée. J'imagine qu'il me parlera de cela ou peut-être des événements concernant la Syrie.

En ce qui concerne la France, nous avons pris, dès le début, une position consistant à appeler à la retenue et à l'apaisement. C'est une position constante. Évidemment, nous observons le déroulement de ces incidents. Personne ne peut souhaiter une telle tension dans un pays, avec des affrontements. Donc, nous continuons d'appeler à la retenue et à l'apaisement.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 13 juin 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188180-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur